

Questions orales

emplois pour les cinq prochaines années dans la région de Toronto.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, comment se fait-il que le ministre nous dit aujourd'hui qu'il a besoin de procéder en la matière, alors que les études concernant les nécessités pour cet aéroport ne sont pas encore terminées, et alors qu'il a dit lui-même qu'il ne voulait consulter personne, qu'il n'était pas intéressé à parler avec aucune personne dans le milieu, sauf ses amis contracteurs qui pourraient faire de l'argent?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, c'est absolument incroyable que le chef de l'opposition et d'un parti supposément sérieux se prononce d'une telle façon ici en Chambre. Nous avons consulté toutes les personnes intéressées. Nous avons même eu, lundi soir dernier, une rencontre à Toronto avec deux ministres du gouvernement de l'Ontario et quatre maires de la région, au cours de laquelle nous avons bien expliqué aux personnes concernées qu'il n'y avait pas de problème quant au processus. C'est simplement un délai qu'ils voulaient nous soumettre, pour créer une nouvelle autorité locale qui ne rencontre aucun des éléments de la privatisation à travers une autorité locale que ce gouvernement a déterminés il y a quatre ans. Ce n'est que lundi que tous ces gens-là se sont réveillés pour dire que l'on devrait avoir une autre autorité locale dans laquelle les trois niveaux de gouvernement seraient impliqués.

• (1420)

Parmi les personnes qui étaient là, deux maires des deux plus grandes communautés de la région de Toronto se sont opposés systématiquement à la création d'une telle autorité.

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Il y a deux ans, monsieur le Président, on a posé des questions à la Chambre à propos de la privatisation des aéroports, et le gouvernement a déclaré à l'époque qu'il n'avait pas pour politique de privatiser; c'est ce qu'il a affirmé ici à la Chambre.

Mais le ministre a maintenant dit que les promoteurs auront 90 jours pour soumettre des propositions en vue d'acquiescer ces aéroports. Les Canadiens devraient savoir qu'une société, Paxport, bénéficie d'une grande longueur d'avance. Elle avait même exposé il y a deux ans au Club Rideau la maquette d'un projet de nouvelle aéroport pour la montrer aux députés. Cette société compte parmi ses membres importants Don Matthews, un ancien prési-

dent du Parti progressiste-conservateur et un collecteur de fonds pour le premier ministre lors de sa campagne à la direction du Parti.

Nous savons tous que le premier ministre aime lancer les dés. Le ministre peut-il nous assurer qu'en l'occurrence il n'est pas en train de truquer les dés pour ses amis?

[Français]

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, il faudrait peut-être se rappeler que lorsque des propositions ont été demandées pour la construction du terminal 3, le personnage dont le chef de l'opposition vient de parler était un des proposeurs, mais ce n'est pas lui qui a eu le contrat, ce sont plutôt des amis du Parti libéral.

[Traduction]

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre des Transports.

Après avoir lu très attentivement la proposition, le communiqué et tous les documents qui ont été diffusés hier, je peux vous dire que les chiffres qui y sont avancés n'ont aucun sens. D'après les prévisions du ministre au sujet de l'achalandage, j'ai calculé qu'il faudrait attendre bien au-delà de l'an 2000 avant que l'aéroport Pearson ne desserve 28 millions de voyageurs en 1997, contrairement à ce que le ministre prétendait hier. D'ailleurs, le nombre d'emplois qui pourraient être créés est, lui aussi, tout à fait hypothétique.

Il est carrément insensé d'annoncer ce projet à ce stade-ci. Par conséquent, le ministre acceptera-t-il de retirer son appel d'offres, de retourner à la case départ et de ne revenir à la charge que lorsqu'il pourra prouver aux Canadiens que son projet servira les intérêts des voyageurs et des contribuables canadiens?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, la réponse est non. Nous allons de l'avant, parce que nous croyons qu'il est nécessaire de réaliser ce projet si nous voulons que l'aéroport puisse bien desservir sa clientèle en 1997-1998. Il faut agir dès aujourd'hui pour obtenir le meilleur prix.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, le ministre devrait savoir qu'il peut rénover autant d'aéroports qu'il le veut, cela ne règlera pas le problème lié à la capacité de l'aéroport Pearson. Si le ministre veut laisser savoir à la population qu'on augmentera sûrement le nombre de pistes à l'aéroport Pearson, pourquoi ne s'exprime-t-il pas en termes clairs afin que tout le monde sache à quoi s'en tenir? Si c'est le message qu'il veut transmettre, pourquoi ne pas nous dire en même temps